

**29 octobre 1996, Québec**

**Allocution à l'occasion de l'ouverture du Sommet sur l'économie et l'emploi**

Je voudrais d'abord saluer toutes les personnes présentes ici ce soir.

Les participants au Sommet, les chefs de chantiers et tous ceux qui ont mis la main à la pâte ces derniers mois. Je voudrais saluer aussi toutes les Québécoises et tous les Québécois qui nous regardent ce soir et qui suivront nos travaux ces jours prochains avec un mélange bien compréhensible de scepticisme et d'espoir. Je veux saluer les nombreux observateurs étrangers, diplomates et analystes, dont nous avons pour le moins piqué la curiosité.

En mars dernier, lors de notre Conférence de Québec, nous avons réussi le tour de force de décider, collectivement, d'imposer une date limite aux déficits québécois: quatre ans. Éliminer le déficit est une tâche gigantesque, mais nous en avons la détermination. Depuis le mois de mars, le thème de l'emploi a été au centre de nos préoccupations. Nous avons, nous aussi, un peu tangué entre le scepticisme et l'espoir. Car convoquer un Sommet sur l'économie et l'emploi dans une année où le taux de chômage est de plus de 12 % et où le taux de croissance est à 1 %, c'est nécessaire, mais c'est aussi prendre un risque. Les dizaines et les dizaines de chefs d'entreprise qui ont accepté d'œuvrer dans les chantiers, ceux qui ont travaillé sur des projets d'investissements, comme ceux qui ont développé des pistes de réflexion et de réforme, ont pris un risque. Les syndicalistes qui se sont engagés dans des débats sur la déréglementation, la fiscalité, l'assouplissement des décrets de convention collective, ont pris un risque. Les représentants du monde communautaire qui ont soumis la généreuse idée d'économie sociale au test redoutable des estimations chiffrées, ont pris un risque. Le gouvernement québécois, ultime responsable des décisions et des orientations a, lui, pris le risque, de la transparence et d'une discussion élargie des remises en question.

Nous le savons tous : il aurait été plus simple de rester chacun chez soi, chacun dans son milieu, forts de nos certitudes respectives. Mais ce rendez-vous de l'automne 1996 nous a forcés à nous regarder sans complaisance, à nous rencontrer plus que d'habitude, pour certains à nous rencontrer tout court, à nous parler, à débattre, à échanger. Le ton a parfois monté, c'est normal, mais le dialogue ne s'est pas rompu, au contraire. Jamais nous ne serons parfaitement du même avis sur tout, heureusement. Mais nous avons tracé, il me semble, le large corridor dans lequel nous convergeons vers un objectif commun : une économie plus forte, des emplois plus nombreux.

Les principales victimes des travaux préparatoires au Sommet, ce sont nos discours traditionnels, un peu usés, hérités de décennies révolues. Je dirais qu'entre mars et octobre, la société québécoise, et certainement les grandes organisations qui l'animent, ont vécu une salutaire immersion : l'immersion dans la vérité des chiffres, dans le regard des autres, dans la réalité des choses. Depuis le début de l'année, le gouvernement québécois a ouvert ses livres comme jamais auparavant. Nous connaissons, mieux que jamais, nos contraintes respectives. Nous connaissons surtout l'état de notre compte en banque, de notre fiscalité, de nos systèmes d'éducation, de santé et de sécurité sociale. Nous partons, à peu de choses près, du même diagnostic. C'est déjà beaucoup. Depuis mars, les uns et les autres, nous avons appris, à la Commission sur la fiscalité, qu'il n'y avait nulle part au Québec un trésor

caché que nous pourrions déterrer. Un trésor qui remplirait les coffres de l'État et nous éviterait l'effort budgétaire que nous nous sommes fixés en mars. Nous avons appris qu'on ne peut décréter la création d'emplois à coup de réglementation nouvelle ou de rigidités supplémentaires. Nous avons appris que la participation des salariés et de leurs organisations ne doit pas être un frein à la compétitivité de l'entreprise, mais un partenaire.

Nous avons appris que nos compétiteurs immédiats, des États américains, des provinces, ont développé des stratégies efficaces pour augmenter leurs parts de marchés dans les secteurs d'activité créateurs d'emplois. Ils ont souvent trouvé des moyens de rendre leur main-d'œuvre et leurs entreprises plus compétitives et ont déployé de grands efforts pour attirer chez eux les investisseurs, les investissements, les travailleurs et les chercheurs.

Nous avons appris aussi que le succès repose sur une répartition équitable de nos efforts. Nous avons appris que ce que la société investit aujourd'hui dans la condition des familles et des enfants des milieux défavorisés, prépare le succès, demain, de nos plus grandes entreprises. Nous avons appris qu'il faut miser, à plein, sur la croissance économique et qu'il faut aussi ouvrir des pistes nouvelles comme l'économie sociale et l'aménagement du temps de travail. Bref, nous avons appris que la solidarité n'est pas un vœu ou une incantation. C'est un outil essentiel, une condition de notre réussite. Je dirais que c'est un avantage comparatif car ce Sommet, ce risque que nous prenons ensemble, nous sommes parmi les seuls en Amérique du Nord à pouvoir l'organiser. Et lorsqu'on détient un avantage comparatif, il ne faut pas le lâcher. Il faut en profiter au maximum. Et maintenant que nous connaissons les faits et les chiffres, maintenant que nous avons fait cet exercice de lucidité collective, nous sommes placés devant un paradoxe. Un de nos plus brillants entrepreneurs me disait il y a quelques jours : « le Québec de 1996, c'est un peu comme une équipe de hockey. Sur le papier, on a la meilleure équipe. Pourquoi ne sommes-nous pas en tête du classement? » Poser la question c'est s'obliger, ensemble, à y répondre. Et cette réponse tient en un mot : adaptation.

Nous avons la meilleure équipe, mais nous n'avons pas suffisamment compris qu'autour de nous, les règles du jeu changent. Il y a de nouvelles techniques d'entraînement des joueurs, il y a de nouveaux équipements et de nouveaux horaires. Mais nous arrivons trop souvent sur la glace avec des stratégies que nos adversaires ont appris à déjouer. Certains de nos joueurs ont encore de vieux patins plus lents que la moyenne, et arrivent une demi-heure après le début de la partie. D'autres équipes viennent nous enlever des joueurs, même des spectateurs. Pas surprenant qu'on ne soit pas souvent dans les séries. Alors il faut s'adapter.

Ce n'est pas un choix qui s'offre à nous, c'est une nécessité. Et pour s'adapter au nouveau contexte économique, le maître mot, l'exigence incontournable, est la compétitivité. Et je ne veux pas parler de la compétitivité de telle ou telle entreprise. Je veux parler de notre compétitivité en tant que société. Nos salariés, nos étudiants, nos entrepreneurs doivent s'adapter et il n'y a pas l'ombre d'une raison qu'ils ne soient pas aussi formés et aussi performants que ceux de Boston, Toronto ou Atlanta. Chacun d'entre nous : étudiant, élu municipal, chômeur ou travailleur, syndiqué ou non-syndiqué, actionnaire, médecin ou artiste, nous avons intérêt à cette compétitivité. Notre richesse collective en dépend. Nous devons donc y contribuer, chacun à notre façon. Nous devons nous y engager. Notre fiscalité épaulé, mieux que partout en Amérique, la recherche et le développement. C'est très bien et ça nous rapporte collectivement. Mais il faut rechercher aussi l'excellence dans nos

institutions d'enseignement supérieur. Il faut rechercher le développement de nos compétences individuelles, de notre autonomie, et de notre culture d'entrepreneurship. Nous devons ajuster aussi notre fardeau fiscal en tenant compte de celui de nos voisins.

Nous devons faire en sorte que la réglementation, nécessaire en beaucoup de cas, ne soit pas pour nos salariés, nos entreprises et nos apprentis un boulet qui les empêche d'avancer, mais un cadre aussi souple que possible qui canalise les énergies vers la réussite. L'entreprise doit s'adapter, c'est l'évidence. Le protectionnisme, le bar ouvert des subventions, les monopoles, c'est le passé. Pour rester en santé, l'entreprise d'aujourd'hui doit constamment s'adapter aux exigences de la technologie, de la concurrence internationale, de la formation continue de sa main-d'œuvre. Elle doit faire des alliances avec ses salariés, des alliances dans sa ville, dans sa région, sur son continent et dans le monde. Une entreprise qui a intégré la notion d'adaptation peut se développer à un rythme accéléré.

Nous le savons parce que nous en avons des exemples nombreux au Québec, d'entreprises petites et grandes, dans les sciences de l'information, en aéronautique, en aérospatiale, en biotechnologies, en culture et en tourisme. Notre secteur manufacturier a pris le virage de l'exportation et toute la société québécoise tire aujourd'hui profit de son ouverture au marché nord-américain. Nous devons faire en sorte que l'exigence de compétitivité devienne indissociable d'un autre impératif: la création d'emplois. La meilleure redistribution de la richesse, c'est l'emploi. La meilleure expérience professionnelle, c'est l'emploi. La meilleure sécurité sociale, c'est l'emploi. La meilleure stratégie de lutte à l'exclusion et à la pauvreté, c'est l'emploi. La meilleure stratégie pour augmenter les revenus de l'État, c'est l'emploi. Et la meilleure façon de vendre plus de produits, c'est d'avoir plus de consommateurs détenant un emploi. C'est la raison d'être de notre Sommet. Et c'est pourquoi, dans les jours qui viennent, en plus de lancer des projets concrets et immédiats de création d'emplois, nous allons tenter de nous adapter, chacun d'entre nous, à des stratégies et à des synergies qui feront augmenter le nombre d'emplois au Québec.

Nous nous engagerons sur plusieurs pistes : une énergique déréglementation administrative qui donnera des résultats à court terme, de nouveaux partenariats entre l'entreprise et le secteur public ou municipal, des redéfinitions de certaines règles du travail, un effort volontaire pour éviter les mises à pied, limiter le temps supplémentaire et ouvrir des places aux jeunes. La métropole mérite une attention particulière. Là, nous devons nous attaquer aux facteurs qui nuisent à la capacité d'attraction de Montréal. Cette semaine, en plus de projets créateurs d'emplois pour la métropole, nous nous pencherons sur les moyens d'organiser plus efficacement les actions publiques et privées pour attirer l'investissement et susciter l'emploi. Et nous discuterons, demain, des façons de faire mieux connaître à l'étranger et au monde les forces de Montréal, sa qualité de vie, son ouverture au monde. Il faut travailler sur la réalité montréalaise, mais aussi, sur la perception. Le chantier portant sur les régions nous permettra aussi de discuter des conditions qu'il nous faut réunir pour libérer le développement économique régional, coordonner les actions locales, canaliser l'énergie pour l'emploi. Nous ouvrirons cette semaine les portes de l'économie sociale. Nous devons reconnaître la place qu'elle occupe désormais dans notre vie et sur le marché du travail. Ce n'est pas une évidence. Pour y arriver, il faut adapter certaines de nos pratiques administratives. Des institutions financières ont inventé des voies de financement originales.

Il faut aussi que les organismes communautaires engagés dans l'économie sociale s'adaptent aux contraintes de la capitalisation et d'une rigoureuse comptabilité. Le jeu en vaut largement la chandelle. Il permet à la fois la création de nouveaux emplois stables et utiles, et la création de nouveaux services qui améliorent l'environnement, la solidarité et la vie quotidienne de beaucoup de nos citoyens, en ville et en région. Aucune adaptation n'est plus importante, cependant, que la réforme de l'éducation québécoise, pour le succès de nos jeunes à court, moyen et long terme. Dans les nouveaux emplois créés, le savoir prend une place grandissante. Il y a une relation directe entre la connaissance, la réussite scolaire et l'emploi. Nous devons accroître la part de nos étudiants qui s'engagent dans les filières de sciences et de techniques car plus que jamais, demain, l'imagination sera au travail. Dans les écoles secondaires, notre gouvernement a relancé la filière de la formation professionnelle. En deux ans, le nombre d'inscrits de moins de 20 ans a augmenté de 10 % et nous n'avons pas terminé. Cette semaine, j'invite les participants au Sommet à s'engager résolument dans la voie de l'apprentissage sur les lieux de travail. Pour y arriver, il nous faut la participation active des chefs d'entreprise et des organisations syndicales. Et c'est ensemble que nous ferons reculer de façon décisive, au cours de la prochaine décennie, le décrochage. L'avenir des jeunes Québécois, l'avenir du Québec, sa santé sociale et économique, se jouent aussi, aujourd'hui, dans les quartiers pauvres, notamment ceux de Montréal. Trop de jeunes Québécois partent du mauvais pied, dès l'enfance.

Nous avons la responsabilité collective de leur donner toutes les chances de sortir de la pauvreté et de la dépendance. Trois des réformes que nous mettons en branle cet automne convergent vers ce but. La réforme de l'éducation, la réforme de la sécurité du revenu et la réforme de la politique familiale viseront à donner une véritable égalité des chances à nos enfants et nos jeunes des milieux défavorisés. Nous le ferons en étendant, comme jamais auparavant, nos services de garde et de maternelle et en aidant davantage les familles à faibles revenus. Nous le ferons de façon à favoriser très clairement l'insertion au travail. Nous allons détourner nos jeunes des chemins de l'appauvrissement et les amener enfin sur le chemin de la réussite. De leur côté, nos jeunes doivent s'engager, eux-mêmes, dans un parcours qui demande plus de rigueur et plus d'effort, pour ouvrir plus largement leurs horizons et leurs chances de succès. Cela passe notamment par une plus grande maîtrise de la langue française, de sa richesse et de sa précision. Les idées meurent si elles ne trouvent pas de mots. Et il n'y a pas d'inventions sans mots pour les décrire. Sans compter que sur l'inforoute, aujourd'hui, la faute d'orthographe ne pardonne pas. Nous sommes des citoyens d'Amérique, et nous devons nous préparer, d'ici une génération, à faire en sorte qu'un très grand nombre de Québécoises et de Québécois puissent sillonner l'hémisphère en entier, sans recourir à un traducteur. Au français, il faut donc ajouter la maîtrise de l'anglais et le plus souvent possible d'une troisième langue. Tous les citoyens du Québec, jeunes et vieux, sont appelés à s'adapter. Nous devons montrer une capacité nouvelle de modifier nos comportements, entre nous et avec nos services publics. La grande réforme de la santé, par exemple, a pour objectif de conserver, au Québec, un des meilleurs systèmes au monde, qui ne nous endette pas collectivement et qui survive aux rigueurs à venir.

Nous sommes en train d'y parvenir. Mais cela suppose que les Québécois acceptent de changer leurs habitudes, de prendre les indispensables virages. Dans presque tous les domaines, il faut intégrer la notion que le changement est désormais un facteur permanent de nos vies. Et pour nous adapter aux changements, nous devons apprendre à être plus autonomes, plus flexibles. L'économie qui émerge est celle d'un nombre croissant de micro-

entreprises, où chacun est son propre patron et son propre employé. Il faut donc apprendre à apprendre. Apprendre à changer. Un très grand nombre de jeunes québécois vivent déjà dans cette réalité nouvelle. Mais c'est un facteur de stress, une source d'inquiétude bien compréhensible. Comment dire oui à l'autonomie, mais non à la précarité ? Ce sera le grand débat de la prochaine décennie. Nous devons immédiatement y apporter quelques réponses : la société doit donner à chacun les outils de son autonomie, lui ouvrir le chemin, mais doit du même souffle assurer le filet social commun qui rend cette autonomie possible, plus vivable, moins risquée. Par exemple, les Québécois qui sont à l'université et au cégep, ceux qui s'apprentent à faire leurs premiers choix de carrière au secondaire, doivent savoir que, cette année, la société québécoise a décidé de consentir d'importants efforts pour leur garantir la retraite qu'ils prendront dans 40 ou 50 ans. Ce n'est pas anodin. Cette année, la solidarité intergénérationnelle prend corps au Québec, dans la réforme du régime des rentes, dans nos sacrifices, aussi, pour mettre fin à l'endettement public. Ce sont là deux conditions, il me semble, qui favorisent l'autonomie et la confiance en l'avenir. L'État québécois se trouve en quelque sorte au carrefour de toutes ces adaptations. Et il doit faire, lui aussi, sa propre adaptation. Si on demande aux entreprises, aux travailleurs, aux jeunes et aux citoyens en général de devenir plus flexibles, plus autonomes, plus rigoureux et plus solidaires, il y a un lieu où on doit donner l'exemple: c'est notre institution commune, l'État.

Nous savons que nous sommes trop endettés et trop taxés. Nous savons que, toutes proportions gardées, nous dépensons davantage pour nos services publics que la plupart des sociétés industrialisées, y compris les pays sociaux-démocrates européens. Nous savons que nous réglementons trop. Nous avons pris, collectivement, la décision de donner un sérieux coup de barre et de rectifier sans délai cette situation qui, autrement, nous mènerait inéluctablement à l'appauvrissement. Nous savons que nous devons consentir, cette année, des efforts presque sans précédent pour y parvenir en faisant le maximum pour préserver les emplois. Nous savons aussi que l'an prochain, à cette date, le plus dur sera derrière nous. L'outil collectif que nous voulons, d'ici la fin de la décennie, d'ici trois ans, ce n'est pas un État effacé, un État affaibli, l'État du laisser-faire et du laisser-aller. Nous voulons un État économiquement solide, capable d'agir rapidement, comme nous l'avons fait pour le Saguenay cet été, capable de négocier avec les autres États en ayant assuré ses arrières.

Un État qui a les moyens d'assumer ses responsabilités essentielles d'éducation, de santé et de solidarité sociale, sans endetter la prochaine génération. Un État qui a l'autorité pour rendre des arbitrages, imprimer des directions et décider. Mais à l'heure où une compagnie de télécommunications crée une filiale avec ses salariés devenus actionnaires, à l'heure où un syndicat veut acheter un hôtel, à l'heure où la culture de l'entrepreneurship s'épanouit dans chaque région du Québec, n'est-il pas superflu que l'État soit le principal actionnaire d'une station de ski et qu'il gère lui-même toute sa quincaillerie informatique ? Le Québec a atteint la maturité économique. Il n'a plus besoin du tout-à-l'État. Il faut faire confiance à la société civile. Mais s'il doit redéfinir la façon de s'acquitter de ses rôles traditionnels, l'État doit se donner un rôle nouveau, adapté à la transition que nous vivons tous. L'État doit accompagner le changement vers l'économie nouvelle, le susciter lorsqu'il prend du retard et l'aménager au besoin. L'État doit aider l'étudiant, le salarié, l'entrepreneur, à acquérir les moyens de son autonomie et de sa flexibilité. Il doit ménager au citoyen un havre de sécurité dans des carrières plus changeantes que jamais, lui donner toutes les chances de réussir. L'État des Québécois a cependant une responsabilité que ne connaît aucun de nos voisins.

Une valeur essentielle nous a été léguée et nous devons la préserver : l'identité du peuple québécois, le seul en Amérique dont la langue officielle et commune est le français. Nous avons un destin original. C'est une force qu'il faut sans cesse nourrir et réinventer. À l'aube du 21<sup>e</sup> siècle, cela suppose une plus grande ouverture aux échanges économiques et culturels, un plus grand respect des différences et des appartenances, chez nous et autour de nous. J'ai l'impression que, dans les rencontres et les chantiers qui ont précédé ce Sommet, nous avons dégagé un espace de respect dans une année qui a comporté, par ailleurs, des moments difficiles. Nos travaux n'en sont que plus précieux. Ils réuniront demain, autour de la table, des Québécoises et des Québécois d'origines et d'affiliations linguistiques et politiques diverses.

I would like to point out, in particular, the energy and commitment that many English-speaking Quebecers have invested, since March, in preparing for this Summit. From the fields of business and finance, universities, unions and community networks, countless members of the Anglophone community have shown that Quebec is their home and Montreal their city, and that they needed to be part of our joint effort for economic renewal, job growth and solidarity. Across linguistic lines, these past few months, some said that this coming together of good will and good minds could not be done. Sadly, a few even said that it should not be done. Whatever the success of our meetings, this week, I am already proud that we proved our ability to work together, as Quebecers sharing common objectives and common values. A year ago tonight, our gathering would have been unthinkable. It is a tribute to our sense of community that today, as never before — as never before—, Quebecers of different political stripes and different origins have learned to join forces to make a better Quebec.

L'identité québécoise que nous partageons est, je crois, la raison pour laquelle nous nous retrouvons pour relever ensemble le défi de l'économie, de l'emploi et de la mondialisation. Parce que nous avons une personnalité collective, nous voulons nous mesurer aux autres sociétés. Mais nous ne voulons pas nous uniformiser, niveler notre différence. Dans la conversation et la compétition des peuples, nous voulons mettre notre grain de sel, et non pas nous affadir et perdre notre saveur. Le processus dans lequel nous nous engageons, la grande adaptation qu'il nous faut réussir, nous forcera à mettre notre différence au service de notre compétitivité, donc de notre richesse collective. Nous savons que nous en sommes capables, parce que nous l'avons déjà fait, dans un passé récent. Pendant les années cinquante, à plusieurs égards, la société québécoise s'était assoupie. Elle avait cessé de se comparer aux autres. Cessé de s'intéresser aux règles du jeu qui changeaient, ailleurs en Amérique. Nous avons pris alors du retard. À partir de 1960, nous nous sommes comparés, nous nous sommes réveillés. Nous avons déployé un effort considérable pour nous adapter à l'Amérique moderne. En quelques années, nous avons réussi un extraordinaire rattrapage. Cet effort a eu deux effets : il nous a enrichi collectivement ; il a raffermi notre culture, notre originalité. À la fin des années 1980 et au début des années 1990, pour toutes sortes de raisons bonnes et mauvaises, nous avons manqué des trains. Nous avons, comme le diraient nos linguistes, « dormi sur l'interrupteur ».

Nous avons à nouveau cessé de nous comparer aux autres, ce qui nous a empêché de nous mesurer aux autres. Ce qui n'a pas empêché les autres consommateurs et investisseurs de nous comparer à nos compétiteurs. Ces comparaisons, nous les connaissons maintenant. Nous avons les yeux bien ouverts. En 1960, à une époque où le gouvernement pouvait essentiellement agir seul, l'équipe qui réunissait Jean Lesage et René Lévesque et Éric

Kierans a lancé la plus grande adaptation de notre histoire. 36 ans plus tard, dans une société plus complexe, notre Sommet réunit des Québécois qui représentent la diversité économique, sociale et culturelle du Québec, pour donner un coup d'envoi à un nouvel effort d'ouverture au monde et d'adaptation. Contrairement à 1960, il y a, cette fois-ci, autour de la table, des femmes. Pas encore suffisamment, mais il y en a, visibles, actives, participantes : Nancy Neamtan, Phyllis Lambert, Françoise David, Micheline Charest et plusieurs autres.

Contrairement à 1960, il y a, cette fois-ci, autour de la table, des représentants des nations amérindiennes. Ils ont beaucoup travaillé, depuis mars, pour faire décoller des partenariats nouveaux afin de stimuler l'emploi dans leurs communautés. Contrairement à 1960, il y a, cette fois-ci, autour de la table, des jeunes. Ils doivent prendre part aux décisions qui vont faire leur Québec de demain. Ils doivent aussi participer à l'effort qui va remettre le Québec sur ses rails. S'il existe, en 1996 au Québec, une « équipe du tonnerre », elle est dans cette salle, participant au Sommet, et elle est dans les usines et les écoles, les campagnes et les villes du Québec, en train d'inventer, d'innover, d'adapter. C'est une équipe plus vaste et plus diverse que la précédente et mieux en prise avec tous les aspects de la société québécoise moderne. Nous sommes maintenant des dizaines de milliers de « décideurs ».

Pendant les trois jours qui viennent, ceux qui sont réunis au Sommet ont une tâche exigeante. Celle de dépasser nos corporatismes, éviter les échanges stériles, et trouver plutôt, ensemble, des solutions qui font avancer tout le Québec, des solutions qui améliorent notre économie et qui créent de l'emploi. Certains ont accolé à nos discussions les mots « troc » ou « marchandage ». C'est une vision réductrice. Ce que nous avons tenté, et que nous tenterons cette semaine, c'est la création d'une dynamique d'adaptation continue, l'entrée dans un cercle vertueux où le dialogue mène à la compréhension, la compréhension à la flexibilité, la flexibilité à l'enrichissement collectif et à la solidarité. Pour réussir, chacun est appelé à adopter un comportement nouveau. Les chefs d'entreprises seront invités à élargir leur rôle social et leurs partenariats avec la communauté; les organisations syndicales seront invitées à élargir leur contribution à la compétitivité de leurs entreprises et de l'économie; les organisations communautaires seront appelées à contribuer à la création d'emplois; les jeunes seront invités à se former plus souvent sur le lieu de travail. Quelqu'un me disait l'autre jour : « Si tu me mets dans le coup, je serai ton partenaire; si tu m'exclus, je serai ton juge. »

Nous essayons de nous mettre chacun mutuellement dans le coup, pour devenir ensemble des partenaires. À force de se mettre dans le coup, les convergences se dessinent et se multiplient. Là où la convergence est incomplète ou absente, le gouvernement tranchera résolument dans les semaines qui viennent, pour prendre, ici et là, la décision nouvelle pour favoriser l'économie et l'emploi. Chacun saura, au moins, que le débat a eu lieu et que les points de vue ont été exprimés et jugés au mérite. Là où les convergences apparaissent, le gouvernement pourra agir en sachant que la décision trouvera un terrain propice et un résultat d'autant plus positif et rapide qu'il est voulu et attendu par tous. Sur le papier, nous avons la meilleure équipe. Dans la chambre des joueurs, depuis mars, nous avons développé une volonté nouvelle d'améliorer notre équipement, notre coup de patin, notre recrutement, notre entraînement, notre plan de match dans la limite de notre enveloppe salariale.

Ce soir n'est pas une mise au jeu car, vous le savez, la partie ne s'arrête jamais. Mais si nous le voulons vraiment, cette semaine et dans les mois qui viennent, nous allons grimper, une à une, les places au classement général. Nous allons prendre notre place dans les majeures.

Merci.